

## FO Santé s'adresse à Mme Buzyn, Ministre de la Santé

Hier, mardi 15 mai, lors de la conférence de presse donnée par le syndicat FO des Hospitaliers de Carcassonne, Gilles Gadier a pu dresser le bilan catastrophique de l'état financier de notre Hôpital et dénoncer les graves conséquences qui dégradent toujours plus les conditions de travail des employés et les conditions de prises en charge des usagers.

Parce que les fournisseurs, de produits pharmaceutiques mais aussi de l'ensemble des consommables ne sont pas payés dans les temps, nos responsables financiers sont obligés de jongler au quotidien avec les factures, pour alimenter l'établissement.

Parce que cet hôpital connaît un déficit de plus de 5 millions d'euros, il n'est plus possible d'embaucher, l'absentéisme des personnels pour beaucoup épuisés n'est pas remplacé, les heures supplémentaires ne sont ni payées ni rendues, les arrêts maladie en augmentation de 15% ....

Depuis 2014, de réorganisations de services en réorganisations de pôles, les suppressions de postes se comptent par dizaines pour une charge de travail qui elle, continue d'augmenter.

La plateforme logistique est une charge majeure qui pèse plus de sept millions d'euros et qui, de par sa structure impose des coûts de fonctionnement incompatibles avec une gestion saine de l'hôpital.

Au-delà des choix stratégiques pris il y a plus de dix ans, de reconstruction de la plateforme logistique, de l'EHPAD des Rives d'Odes et de l'hôpital lui-même, qui ont précipité notre établissement dans le gouffre, les politiques nationales de santé, « nouvelle gouvernance », « loi Touraine », « Tarification à l'Activité (T2A) » et autres plans de financement de la Sécurité Sociale qui **imposent toujours plus d'austérité**, en exigeant fermeture de lits (16000 au plan national) & suppressions d'emplois (22000) ne peuvent que mettre notre Hôpital en faillite (*comme un hôpital sur 2 en France*).

C'est dans ce contexte que Force Ouvrière Santé va demander à Mme la Ministre de la Santé, Mme Buzyn, attendue pour **l'inauguration annoncée** de l'hôpital, de nous permettre de sortir de cette situation dramatique, soit par le biais d'une aide financière directe nous permettant de mettre un terme au bail emphytéotique qui nous lie au constructeur de la plateforme logistique, soit par caution de l'état nous permettant la levée d'emprunts.

Parce qu'en son temps, la reconstruction de notre hôpital, pourtant autorisée par toutes les tutelles (ARS, Ministère) n'a pas bénéficiée de plus de cinq millions d'€ d'aide de la part de l'état (*sur un coût total de 160*), les perspectives d'avenir, de confiance et de sérénité qu'une inauguration doit promettre ne peuvent que reposer sur la volonté affirmée de notre Ministre de remettre cet hôpital au cœur des besoins en Santé de la population de l'ouest Audois.